

<https://acdn.net/spip/spip.php?article26>



2005 s'annonce mal... Bonne année tout de même !

- Accueil - Actualités - Les lettres d'ACDN -

Date de mise en ligne : dimanche 2 janvier 2005

Copyright © www.acdn.net - Tous droits réservés

2004 s'est achevée sur une "catastrophe naturelle" dans l'Océan Indien, suscitant, piètre consolation, un bel élan de solidarité. Mais on ne sait pas tout.

La presse et les médias n'ont rien dit et rien montré des effets des tsunamis sur les centrales nucléaires de bord de mer. Ainsi, le raz-de-marée qui le dimanche 26 décembre a atteint Chennai dans le sud de l'Inde ne s'est pas contenté de détruire des villages de pêcheurs, de submerger des milliers de maisons et d'emporter des centaines de vies. Le tsunami a aussi inondé une partie du complexe nucléaire de Kalpakkam (2 centrales électriques PWR, 1 réacteur à neutrons rapides "dédié à la défense nationale") situé dans les faubourgs de Chennai, à quelques mètres au-dessus du niveau (habituel) de la mer... Le gouvernement indien pratique le "silence radio", d'autant plus facilement que la radioactivité, incolore, inodore et sans saveur, ça ne se voit ni ne se filme. Et ce ne sont pas les gouvernements des autres nations nucléaires (civiles ou/et militaires) qui vont lui demander des comptes ! En revanche, on serait en droit d'attendre plus de curiosité de la part de journalistes "indépendants"...

Il est vrai que cet "incident" pourrait raviver le souvenir de l'ouragan qui les 27 et 28 décembre 1999 mit la centrale du Blayais, en bordure de Gironde, à deux doigts d'un Tchernobyl à la française : 105 000 m³ d'eau pénétrèrent dans les bâtiments de deux des quatre réacteurs, inondèrent les parties basses jusqu'à deux mètres de hauteur, provoquèrent des courts-circuits, mirent hors d'état des pompes de refroidissement... Le directeur de la centrale, dans une interview à "la Haute Saintonge", modeste hebdomadaire régional pas encore pris en mains par le groupe "Sud-Ouest", reconnu à demi-mots qu'il aurait suffi d'un "incident supplémentaire" pour que la situation échappe à tout contrôle. Heureusement, la situation médiatique n'échappe pas, elle, au contrôle d'EDF. Fin décembre 2004, l'émission destinée à commémorer la tempête sur une chaîne de télévision d'Etat, a pudiquement consacré une phrase anodine et quelques secondes d'images, tard dans la soirée, à l'inondation de la centrale. Personne ou presque (en-dehors du mouvement antinucléaire) ne souhaite rappeler que l'Atlantique n'est pas à l'abri des tsunamis (en 1775, l'un d'eux fit 60 000 morts au Portugal ; un autre a atteint le Maroc en 1960), et que la France compte 18 réacteurs sur ses côtes. Ni que les deux-tiers des installations nucléaires de base sont situés en zone sismique... en particulier celle de Cadarache, chargée de "moxer" du plutonium militaire américain alors même que l'Autorité de Sûreté Nucléaire en avait ordonné et obtenu théoriquement la fermeture...

La presse et les médias français ne disent rien non plus des intentions que l'administration Bush vient de confirmer en matière de nucléaire militaire. Les Etats-Unis comptent demander à la prochaine Conférence de révision quinquennale du Traité de Non Prolifération nucléaire (TNP), qui se tiendra à New York en mai 2005, d'invalider le document final adopté lors de la précédente Conférence, en mai 2000. Arguant des événements survenus depuis lors et en particulier du 11 septembre 2001 (décidément propre à justifier n'importe quoi), le Département d'Etat entend faire de ce document un « simple document historique », dorénavant caduc. Ainsi l'« engagement sans équivoque » pris par les cinq puissances nucléaires membres du TNP d'éliminer la totalité de leurs arsenaux nucléaires, engagement qu'aucune d'entre elles (la France pas plus que les autres) n'a encore cherché à concrétiser depuis près de 5 ans, cessera d'exister en droit international. Or, supprimer cette obligation, c'est abolir symétriquement l'interdiction acceptée par les Etats non-nucléaires cosignataires du TNP d'acquérir des armes atomiques. C'est donc ouvrir largement la boîte de Pandore de la prolifération nucléaire.

Le directeur de l'Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA) de l'ONU, s'en inquiète ouvertement. Après avoir constaté que l'AIEA, en dépit de ses moyens de surveillance, n'était pas en mesure d'éviter que les technologies nucléaires exportées à titre "civil" soient détournées à des fins militaires -comme l'a prouvé entre autres la Corée du Nord-, Mohammed ElBaradei vient de tirer une fois de plus le signal d'alarme. Selon lui, la tentation ne concerne pas seulement l'Iran, candidat dûment repéré, mais plusieurs dizaines de pays à capacités nucléaires reconnues. Ce n'est pas une sonnette, c'est le tocsin. L'avez-vous entendu sonner dans la presse et les médias français ?

2005 s'annonce mal... Bonne année tout de même !

2005 sera donc une année décisive pour la survie du monde et l'avenir de nos enfants. Ou bien les gouvernements des puissances nucléaires admettront que le nucléaire, sous ses deux formes, menace l'existence même de l'humanité, et ils s'engageront sur des voies alternatives dans le domaine civil (sachant que l'énergie nucléaire représente actuellement de 4 à 7 % de l'énergie consommée dans le monde), comme sur le terrain militaire où ils devront entreprendre pour de bon l'élimination contrôlée de toutes les armes de destruction massive, nucléaires, biologiques, chimiques et "émergentes", et programmer la réduction des budgets militaires au profit de la recherche-développement de solutions durables aux problèmes sociaux, humains et environnementaux que connaît l'humanité. Ou bien ils persévéreront dans leur inconscience criminelle.

Gouvernants et lobbies le savent parfaitement : c'est sur le terrain de l'opinion -mondiale, européenne, française- que se livrera la bataille décisive. Honte aux rédactions qui se feront complices du silence de plomb imposé ou acheté à grand renfort de pub par les lobbies nucléaires et militaro-industriels. Honneur aux journalistes qui feront tout pour le briser.

Et vous, citoyenne, citoyen, que comptez-vous faire ? Peut-être obtiendrez-vous pour vos enfants et vous -ne parlons même pas de vos petits-enfants- le siècle ou les décades dont l'année qui s'ouvre déterminera l'issue, heureuse ou fatale. Tel est le sens qu'il convient de donner à ce voeu a priori banal : "Bonne année !"

A vous d'agir, si vous en avez le coeur. Là où vous êtes, avec tous les moyens qu'une démocratie en peau de chagrin et en trompe-l'oeil vous laisse encore. Avant qu'il ne soit vraiment trop tard. Maintenant.